

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-REDICTION : 29, RUE PIAT — PARIS (20^e)

(Métro : Pyrénées)

SIGNE DES TEMPS

DIMANCHE DERNIER, DANS LE CORTEGE DU FRONT POPULAIRE, LE DRAPEAU ROUGE VOISINAIT AVEC LE DRAPEAU TRICOLORE.

LE CHANT DE « L'INTERNATIONALE » ALTERNAIT AVEC LA « MARSEILLAISE ».

CELA UNE MANIFESTATION ANTIFASCISTE ? NON ! UNE REPETITION D'UNION SACREE !

Abstention motivée !

Il paraît qu'il y avait dimanche dernier bien du monde du Panthéon à la Nation. Nous écrivons : il paraît, car, en effet, l'Union anarchiste n'avait pas pris place officiellement dans le cortège, et nombre de nos camarades, en restant chez eux, avaient refusé de joindre leur voix à celle des choristes du Front populaire.

De cette abstention, nous allons donner quelques explications, car il est bon qu'on sache qu'il y a encore dans le monde ouvrier et révolutionnaire des esprits libres que l'extraordinaire psychose créée par le Front populaire n'atteint pas.

Tout d'abord, il nous est apparu que cette manifestation monstre n'était qu'une opération politique peu en rapport avec les faits qui en furent le prétexte.

Les anarchistes n'ont pas pour habitude de boudier les manifestations populaires quand elles doivent avoir une portée positive.

Mais les chefs du Front populaire ont tout de suite compris le bénéfice électoral qu'ils pouvaient tirer de l'émotion suscitée dans la classe ouvrière par l'agression dont Léon Blum avait été l'objet. A deux mois des élections, il est évidemment habile de réunir plus d'un demi-million d'hommes. De ce point de vue, certes, l'opération a brillamment réussi. Nous ne regrettons pas de ne nous y être pas associés.

Cependant, si le succès électoral du Front populaire, qui paraît d'ores et déjà assuré, devait avoir pour conséquence une modification profonde des rapports sociaux au bénéfice de la classe prolétarienne, nous pourrions peut-être quelque peu relâcher notre méfiance des politiciens. La manifestation de dimanche par le « climat » qu'on lui a donné, ne laisse pas prévoir que ses promoteurs visent des buts aussi ambitieux.

Il n'est rien moins que rassurant, en effet, qu'on fasse chanter maintenant la *Marseillaise* conjointement avec l'*Internationale* dans les rassemblements populaires et à l'ombre des drapeaux tricolores. Voilà qui présage à bref délai une nouvelle Union sacrée à laquelle il est à craindre que les politiciens du Front populaire ne sacrifient bien des choses, à commencer par leur programme social.

Certes, nous n'oublions pas que la manifestation de dimanche avait comme prétexte initial le sens d'une vigoureuse protestation antifasciste, qui eût pu à première vue emporter notre adhésion.

Quand nous aurons dit que nous associons notre protestation à celles qui se sont manifestées contre les brutalités fascistes, on voudra bien croire qu'il ne s'agit pas là d'une simple clause de style. Il y a longtemps que les anarchistes ont eu affaire aux gens de l'Action Française, ils en connaissent toute la brutalité barbare. Dans l'armée fasciste, ils sont à l'avant-garde de ceux qui portent les coups. Entre eux et nous, une lutte sans merci est ouverte. La bourgeoisie a en eux des auxiliaires précieux. Qu'on se rappelle comment fut obtenu l'acquiescement du camelot du roy Fritsch dans l'affaire d'Hénin-Liétard, où l'ouvrier socialiste Fontaine fut assassiné. Pour emporter la décision des jurés bourgeois, l'avocat royaliste Marie de Roux eut cet argument sans réplique : « Ne découragez pas CEUX QUI VOUS DEFENDENT. »

Contre des ennemis aussi haïssables, on conçoit que des mesures strictement légales soient de peu d'effet. Depuis la décision de dissolution des organisations d'Action Française, Maurras, chaque matin, se moque impunément de ces menaces inconsistantes. Les seuls « arguments » que les assassins du roy comprennent sont ceux qu'ils préconisent eux-mêmes contre les militants révolutionnaires : les arguments de force.

C'est pourquoi, à l'égard de la canaille fasciste, les manifestations les plus nombreuses sont inopérantes si elles ne sont pas prolongées par une action populaire énergique et surtout directe. Enfin, il y a un dernier regret que nous devons exprimer à l'égard de cette manifestation. Elle est un peu tardive...

Certes, les manitous du Front populaire diront qu'ils ont utilisé au bon moment la vague d'indignation qui a soulevé Paris ouvrier quand il a connu l'exploit des brutes du boulevard Saint-Germain. Mais c'est aussi un fait que ces messieurs du F. P. ne se sont pas agités de la même manière quand, auparavant, de simples victimes du « rang » sont tombées dans la lutte antifasciste. Il a fallu que Léon Blum fût fortement molesté pour qu'ils consentissent à s'apercevoir que le péril fasciste n'était pas seulement un thème de discours ou de développements faciles.

En résumé, nous dirons que cette manifestation théâtrale de dimanche dernier organisée sous le couvert d'une protestation antifasciste n'aura pas atteint son véritable objectif et aura surtout servi les desseins inquiétants des politiciens du Front populaire en détournant vers une agitation politique stérile la volonté d'action des ouvriers.

LES ELECTIONS ESPAGNOLES

L'arrivée au pouvoir du Front populaire va-t-il marquer le début de la disparition du mirage parlementaire ou préparer l'avènement du fascisme ?

L'Espagne a voté. Et même bien voté, paraît-il. La presse de gauche laisse libre cours à son enthousiasme. Les électeurs espagnols ont sauvé la République, ont vaincu le fascisme ! Et l'*Humanité* affirme que la victoire est immense !

Gardons-nous de suivre la presse ouvrière dans ses chants d'allégresse. Les « victoires » électorales ont ceci de particulier qu'elles demandent à être renouvelées à chaque compétition électorale. Preuve irréfutable parmi tant d'autres, qu'elles sont des victoires à la *Pyrrhus*.

Il se pourrait avant peu que l'enthousiasme du prolétariat espagnol soit brutalement refroidi. Déjà, au lendemain de la proclamation de la République, les travailleurs espagnols avaient fait preuve du même engouement. Les élections qui avaient suivi avaient hissé au pouvoir les gauches. Leur gouvernement fut accueilli avec confiance et disposa de la plus grande influence.

Qu'en fit-il ? Rien ! Sitôt au pouvoir, les gauches n'eurent naturellement que le souci d'y rester le plus longtemps possible et pour cela, ils firent les pires abdications aux véritables maîtres du pouvoir : Les hauts potentats capitalistes.

Toutes les promesses furent oubliées, les travailleurs des villes attendent les réformes tant promises, cependant que la terre restait aux mains des gros propriétaires.

La réponse à cette carence fut l'explosion des Asturies, par laquelle les dupes manifestèrent leur colère d'avoir été joués.

Les socialistes ayant été évincés du pouvoir, l'U.G.T. lança l'ordre de grève générale. Ce mouvement devait être calme et limité, mais le mécontentement des prolétaires lui donna rapidement dans les Asturies, le caractère d'une insurrection.

Les anarchistes de la F.A.I. et les syndicalistes de la C.N.T. participèrent avec vigueur à cette révolte et en prirent même la direction, comme le montra la proclamation du communisme libertaire dans maintes localités.

Mais pour empêcher la réussite d'un mouvement orienté par les anarchistes, les socialistes préférèrent freiner l'élan des travailleurs, cependant que leur allié Companys faisait braquer des mitrailleuses sur les révolutionnaires de Barcelone.

Le jeune République manifesta aussitôt son vrai visage, sa sollicitude pour les dés-

hérités. Des localités entières furent livrées à la soldatesque délinquante.

Une nouvelle fois l'histoire se répétait. Le divorce de la bourgeoisie et du prolétariat s'accomplissait dans le sang.

Certes, la leçon était cruelle, mais il apparaissait bien qu'elle ne serait pas la dernière, tant le mirage parlementaire hypnotise une fraction importante du prolétariat.

Pourquoi s'en étonner ? Le parlementarisme a trop de gens intéressés à son maintien pour que ceux-ci ne veillent pas soigneusement à son prestige auprès des prolétaires.

Il a la faveur de la bourgeoisie dans la mesure où il détourne les travailleurs de la véritable voie de libération.

Il a l'adhésion pleine et entière des transfuges de la bourgeoisie, venant faire carrière dans la classe ouvrière et des chefs d'origine ouvrière, qu'ils élèvent sur l'échelle sociale.

Oui ! décidément, l'illusion électorale sera dure à extirper des esprits d'ouvriers, tant ses profiteurs sont résolus et disposent

POUR LE CONGRÈS DE LA C. G. T. UNIFIÉE

Nous informons nos amis qu'en vue du Congrès de la C.G.T. Unifiée, qui se tiendra le 2 mars, à Toulouse, nous consacrerons la majeure partie du prochain numéro, qui paraîtra sur SIX PAGES, à l'étude des problèmes qui seront soulevés à ce Congrès.

Nous pensons, en effet, que, sur ce terrain, les anarchistes doivent apporter une large part de leur activité et définir nettement les moyens qu'ils préconisent pour réaliser les aspirations ouvrières.

Ils doivent également défendre le syndicalisme contre l'emprise politique.

Que nos camarades se préparent à diffuser largement ce numéro, qui sera laissé aux conditions habituelles.

ADRESSER IMMEDIATEMENT LES COMMANDES AU SIEGE DU JOURNAL.

Blum... Sarraut... le Pacte !

L'on ne saurait trop déplorer les violences dont M. Léon Blum a été victime.

Non seulement elles sont en elle-mêmes étonnantes, mais encore elles ont été exploitées et le seront encore de la façon la plus pernicieuse pour les intérêts du prolétariat.

L'attentat contre M. Blum servira à faire passer la politique de M. Sarraut, celle de ses soutiens du Front Populaire, celle du pacte franco-soviétique.

L'incident a d'ailleurs été exploité par les intéressés avec une rapidité et une habileté remarquables.

Un lynchage est toujours une chose ignoble, quelle qu'en soit la victime. Et le fait que les auteurs de celui-ci soient de jeunes réactionnaires n'en diminue pas la laideur. Et il importe de s'opposer au renouvellement de pareilles violences.

Seulement il ne faudrait pas exagérer. En 1934 M. Sarraut et ses gardes mobiles ont « maintenu l'ordre » contre les antifascistes. Aujourd'hui M. Sarraut et ses gardes mobiles sont les bons amis du Front Populaire. Et l'on fait scandale à rappeler par qui les victimes du 9 février ont été tuées.

A Marseille les gardes sont mobilisés contre les ouvriers en grève.

En Syrie « une cinquantaine de manifestants » ont été tués, sans que cela provoque dans les quotidiens d'extrême gauche guerre plus qu'une protestation de forme.

Il est fâcheux et intolérable que M. Léon Blum ait été molesté, mais il ne faudrait pas vouloir nous faire prendre cela pour le plus grand crime de tous les siècles, ou même de la période actuelle.

Est-ce parce que M. Blum est un grand chef et qu'il semble inadmissible qu'un

« grand chef » écope de sa personne ?

Ainsi en temps de guerre les simples soldats, le matériel humain sont faits pour être « dépensés ». Mais il semblerait inconvenant qu'un grand quartier général soit atteint par les projectiles.

Peut-être M. Léon Blum, qui ne manque pas d'une certaine finesse, sera-t-il le premier choqué de ces excès de zèle et rappellera-t-il ses amis à un peu de mesure ?

Ce qu'il ne comprendra certainement pas, ou ce qu'il n'osera pas comprendre, c'est à quel point ses fautes, celles de son parti, celles de ses alliés, ont fait le jeu de cette réaction dont il vient de subir matériellement l'assaut.

Pour en finir avec cette réaction, pour abolir la menace du fascisme, il ne suffit pas de manifester aux accents de la *Marseillaise* et sous les plis du drapeau tricolore. Il ne suffit pas de réclamer contre les « factieux » l'application du sabre de M. Prudhomme de la légalité. Il ne suffit pas d'en appeler à la flicaille, aux gardiens de prison et à la magistrature. Il ne suffit pas de demander aux pouvoirs publics la « dissolution » des groupements adverses. Et même de tous ces moyens que l'on préconise, il n'est pas un qui ne se retournera rapidement contre les forces ouvrières.

Oui, le prolétariat doit vaincre le fascisme et la réaction. Mais il ne le vaincra qu'en s'attaquant aux causes mêmes qui engendrent ensemble la misère et le chômage, la guerre et le fascisme.

C'est en se souvenant de la grande leçon de février 1934 où l'union des ouvriers l'a emporté, malgré toutes les erreurs, toutes les hésitations, toutes les rivalités venimeuses de leurs dirigeants. Cette grande leçon

de moyens variés et puissants.

Aussi, rien de surprenant dans le fait que les travailleurs espagnols soient allés aux urnes, d'autant plus qu'on leur avait dit et répété sur tous les tons qu'il s'agissait de ravir au bourreau nombre de condamnés, de vider les prisons de tous les vaillants combattants asturiens.

Ne cherchons pas, pour l'instant, si, dans les circonstances présentes, d'autres moyens auraient pu donner le même résultat. Acceptons le fait. Les travailleurs ont élu en majorité des politiciens du Front populaire qui ont eu l'astuce de spéculer sur la sentimentalité ouvrière. Les portes des prisons vont s'ouvrir, les victimes vont recouvrer la liberté, libérés par ceux-là mêmes qui, par pusillanimité, par lâcheté, furent les responsables de leur emprisonnement.

Est-ce une victoire ? Oui, si malheureusement, les mêmes causes amenant les mêmes effets, il n'y avait pas dès maintenant à redouter une répétition des événements.

En effet, le Front populaire est au pouvoir. Il va se trouver devant des difficultés inextricables tant économiques, politiques que sociales, et, par surcroît, il aura en face de lui un capitalisme alarmé prêt à une action prompte à toute velléité d'indépendance gouvernementale.

Que fera le Front populaire ?

Sa composition hétéroclite ne lui permet pas d'envisager une action révolutionnaire.

Formule parlementaire, le Front populaire ne peut sortir du cadre du parlementarisme sans se disloquer. Et alors ?...

Résistance sur le plan parlementaire ? Le capitalisme a montré dans différents pays qu'il était en mesure de la briser sans coup férir.

Le Front populaire, s'il veut garder le pouvoir, devra donc donner des garanties sérieuses par une « neutralité » fort appréciée du capitalisme. Sinon, se démettre. Il ne saurait y avoir, pour lui, d'autre solution.

Est-ce que cette nouvelle faillite, venant une fois de plus briser les espérances du prolétariat, ne provoquera pas une nouvelle secousse révolutionnaire ? C'est fort possible.

N'avons-nous pas raison de qualifier la « victoire » remportée par le Front populaire de victoire à la *Pyrrhus* ?

Craignons que la mise en application de la thèse de l'occupation du pouvoir contre le fascisme ne prépare une nouvelle fois son avènement.

A moins que les prolétaires espagnols ne se ressaisissent avant qu'il soit trop tard.

les politiciens n'ont ni su ni voulu la comprendre. Ou peut-être cette puissance qui se révélait leur a-t-elle fait peur.

Cette action spontanée de la classe ouvrière, ils ont tout fait pour la détourner, pour la dénaturer, pour la subordonner, pour la réduire à cette odieuse parodie qu'est l'activité du « Front Populaire ».

Ils se sont coalisés avec les pires débris de la politique réactionnaire et bourgeoise, avec les complices de Doumergue et les collaborateurs de Laval, avec les serviteurs de la finance et les socialistes renégats, ils soutiennent les Chantemps, les Sarraut, les Paul-Boncour, les Marcel Déat. Aux aspirations réellement prolétariennes ils ont substitué des programmes ridicules, mais qui peuvent servir à faire des élections.

Et ce sont eux, plus que tous autres, qui préparent le fascisme, en dissolvant et démoralisant la conscience ouvrière, substituant le concept de l'intervention étatique à celle de l'action prolétarienne, l'idée de la « répression des factieux » à celle de la révolte des hommes libres.

Mais sur aucun point leur action ne s'est montrée aussi maladroite qu'en ce qui concerne la politique extérieure et les risques de guerre.

Si les violences contre M. Blum sont odieuses, les méthodes par lesquelles M. Blum, ses amis et ses associés se préparent au sacrifice de générations de travailleurs, ne sont pas moins haïssables.

Si les Daudet et les Maurras exploitent sans scrupules les arguments qu'on leur a donnés, s'ils s'en servent à des fins exécrables, ceux qui mènent cette politique n'en sont pas plus excusables. C'est au contraire une faute criminelle de plus de leur part que d'avoir fourni cette arme à la réaction.

(Lire la suite en 3^e page.)

Nous sommes à la veille de la guerre

L'odieuse attentat contre Léon Blum est venu à point pour détourner l'attention du public des dangers extérieurs de guerre. Le pacte franco-soviétique va être voté par une majorité considérable à la Chambre. Seule la droite dans sa haine farouche du bolchevisme va voter contre. Les gauches en ces circonstances ne manquent pas de reprocher à nos ultra-nationalistes leur manque de patriotisme.

Léon Blum lui-même a reproduit dans le « Populaire » les bruits des couloirs de la Chambre. « Que nous importe disent nos patriotes, le régime intérieur de la Russie, ce qui compte c'est l'intérêt de la France. » Pour Blum au contraire le régime intérieur compte beaucoup. Il voit en la Russie le premier pays où se construit le socialisme. C'est la raison pour laquelle il votera le pacte franco-soviétique. Si pour lui le régime de boue et de sang, qui existe en Russie est du socialisme, nous pouvons dire qu'il a une piètre idée du socialisme.

Inutile de polémiquer sur ce point, constatons seulement qu'il se rencontre avec de singuliers alliés.

Jean Nocher dans l'« Œuvre » ne manque pas de triompher en constatant que les salopards du Front populaire se trouvent en bonne compagnie.

Le passage mérite d'être cité. « Il y a d'abord le comte de Paris, voyou qui écrit, dans « le Courrier Royal » que nul Français patriote ne peut élever d'objection contre une alliance soviétique. »

Il y a ensuite M. H. Kérisilis et Pertinax, Pertinax, qui portent pourtant des chapeaux melons.

Il y a d'autre part le duc de Guise, le maréchal Lyautey, le général Weygand et l'ermite de Tournefeuille qui, une fois de plus a perdu une belle occasion de se taire.

Est-ce que ces messieurs de la grosse industrie, de la finance, de la réaction, et notre grand quartier général seraient devenus des pacifistes.

L'approbation de ces gens est la meilleure preuve, que le pacte Franco-Soviétique, loin d'être une garantie pour la paix, nous conduit droit à la guerre. C'est la politique des alliances, qui sous des formules différentes d'avant 1914, se renouvellent.

C'est la politique d'encerclement de l'Allemagne commencée par Barthou qui se poursuit. Les résultats ne tarderont pas à se faire sentir. Notre grand quartier général, fort de l'approbation de M. Staline, poursuit ses préparatifs guerriers. Le vote de la loi de deux ans, le renforcement de l'armement militaire. La guerre y est envisagée comme devant éclater avant que l'année ne soit écoulée.

L'idée de la guerre préventive n'y est pas abandonnée. Weygand se rencontre sur ce point avec Litvinoff. Ils n'ont qu'un seul désir : commencer la guerre avant que l'Allemagne ne soit complètement équipée militairement.

Le pacte Franco-Soviétique est ouvert à l'Allemagne. Notre camarade Lashortès dans le dernier numéro du « Libertaire » a réduit cet argument à zéro. L'Allemagne ne peut poser sa signature en bas du pacte, car ce serait alors sa condamnation à mort qu'elle signerait. De plus on objecte que l'accord mutuel, ne s'entend qu'autant qu'un pays sera entraîné dans la guerre sans l'avoir provoquée. Mais comment pourrions-nous distinguer le pays agresseur. La presse n'est-elle pas là pour tromper l'opinion publique.

A Genève on a discuté bien longtemps sur cette question, sans pour cela pouvoir trouver un moyen clair de la trancher. (La suite en 2^e page.) R. FREMONT.

● INSTANTANE ●

Donc, dimanche dernier, on a procédé en grande pompe à la « canonisation » de Blum. Tous les partis politiques de gauche y ont participé et depuis, chacun d'eux, s'efforce de s'attribuer le seul mérite du succès.

Les communistes se livrent à leur surenchère habituelle, quoiqu'ils fassent grise mine que les camelots aient fait du leader socialiste, le personnage central du Front populaire.

Mais félons à l'extrême, ils s'attachent à ne rien laisser paraître des sentiments qu'ils professent sur Blum, dont une de leurs étoiles se fit naguère le brillant interprète dans les savoureux termes suivants :

Feu sur Léon Blum,
Feu sur Boncour Frossard Déat ;
Feu sur les ours savants de la social-démocratie ;
Feu Feu j'entends passer
La mort qui se jette sur Garchery Feu vous (dis-je)

Sous la conduite du Parti Communiste S. F. I. C.
Vous attendez le doigt sur la gachette Feu. »

Louis ARAGON, Front rouge.
(N° 1, Juillet 1931. Littérature de la Révolution Mondiale, Editions d'Etat, Moscou et Leningrad.)

Accordons-nous une tranche de rigolade. — LE DECLIC.

LES DEUX DANGERS

par Charles ROBERT.

Le développement des moyens de production est tellement avancé, à présent, que, pour un minimum d'efforts, l'homme peut obtenir non seulement le strict nécessaire, mais aussi un standard de vie dit moyen.

Les adeptes de l'école socialiste, pour avoir affirmé cette vérité élémentaire, qui sautait aux yeux il y a déjà soixante ans, s'étaient vus traiter d'utopistes, d'illuminés par une foule d'imbéciles décorés, munis de nombreux diplômes et occupant des chaires qui leur conféraient le monopole de la vérité.

Lorsqu'on objectait à ces messieurs que la perfection des moyens de production avait pour but de garantir à l'individu plus de bien-être et non de faire de lui un chômeur, ils répondaient, avec le sourire bavard des repus, qu'en vertu d'un principe connu de la science économique, la main-d'œuvre éliminée d'une branche industrielle était immédiatement absorbée par une autre en plein essor et que le chômage était une invention révolutionnaire.

Ces soi-disant savants avaient, pour les besoins de leur cause, transformé en loi une simple règle empirique.

En effet, on avait remarqué, au cours des multiples crises économiques du XIX^e siècle, que la main-d'œuvre éliminée, par exemple, de l'industrie textile, était absorbée plus ou moins vite par l'industrie mécanique, etc.

Les crises, dites cycliques, n'étaient, en réalité, que des bonds en avant d'un mécanisme de plus en plus perfectionné et envahissant, se rendant successivement maître de toutes les branches de l'activité humaine.

La règle empirique pourrait très bien être une loi économique, mais à condition que les branches de l'activité humaine soient innombrables et que les perfectionnements des moyens de production veuillent bien obéir à ceux qui ont besoin d'un fait semblable pour confirmer leur thèse.

Dans la vie réelle, il en est tout autrement. Les branches de l'activité humaine où sont produits les biens nécessaires à l'existence matérielle de l'homme sont limitées, comme les besoins eux-mêmes.

Lorsque le mécanisme s'installe en maître, dans ces branches, vers la fin du XIX^e siècle on commença à sentir, dans les principaux pays d'Europe et en Amérique du Nord, l'apparition d'un phénomène dit chômage permanent. « La loi » dont parlaient ces économistes austères ne jouait plus.

La guerre masqua le phénomène pendant les hostilités, pour lui permettre de se manifester avec plus d'insistance après.

La situation se compliqua encore par l'industrialisation de l'agriculture, dernière survivance d'un mode de production non motorisé.

L'agriculture nord-américaine ou argentine, employant la machine et les engrais chimiques, arrivait à produire des céréales en quantité record et battant toute concurrence.

C'est ainsi qu'en 1929 la crise industrielle se compliqua d'une crise agricole.

Dans les crises précédentes, les industriels pouvaient compter, pour écouler leur marchandise, sur un secteur considérable de l'économie, dont les composants ne demandaient pas aux capitalistes de les payer d'abord pour qu'ils leur achètent après.

C'était ce secteur tampon qui servait d'amortisseur aux chocs provoqués par les crises cycliques et permettait aux branches touchées par la crise de reprendre haleine et de continuer leur marche en avant.

Cette période de l'évolution capitaliste est close avec la motorisation de l'agriculture.

Pour la campagne antiparlementaire

Nous avons annoncé, la semaine dernière, la création d'une CAISSE SPÉCIALE pour nous permettre d'entreprendre une agitation intense contre la duperie électorale.

Nous nous proposons d'éditer tout d'abord une affiche dénonçant l'illusion parlementaire à travers la dernière législature et situant la position des anarchistes en face de la prétendue souveraineté populaire.

Puis une autre affiche sur le mensonge des solutions présentées par le Front populaire.

Sur ce dernier point, une brochure est en préparation, qui pourra être utilement diffusée pendant cette période.

Enfin, l'édition de tracts et papillons appropriés et un numéro spécial sur six pages du LIBERTAIRE.

Qu'il soit bien entendu que, plus le tirage sera élevé, plus réduits seront les prix de chaque édition, ce qui permettra aux groupes peu fortunés et aux camarades isolés de participer aussi largement que possible à cet effort de propagande indispensable.

Dans un prochain numéro, nous publierons les textes des affiches, tracts et papillons proposés.

Mais, pour cela, pour permettre la réalisation de la besogne que nous vous proposons — et dont aucun anarchiste ne saurait se désintéresser — il faut que, dès à présent, vous adressiez votre souscription (en spécifiant la destination) à N. FAUCIER, 29, rue Piat, Paris (20^e). Chèque postal : Paris 596-03.

Nous sommes à la veille de la guerre

(Suite de la 1^{re} page.)

La question de l'agresseur, mais elle ne se pose plus, elle est tranchée. Il suffit de lire l'« Humanité » chaque jour, pour savoir que l'agresseur c'est Hitler.

Plus menaçant que le conflit possible avec l'Allemagne, le danger se précise en Extrême-Orient. L'impérialisme japonais rencontre sur sa route l'impérialisme russe. Des engagements sanglants ont eu lieu en Mongolie. La rigueur du climat interdit sans doute l'action des grosses forces militaires, mais elle pourra avoir lieu dès le printemps. La Russie soutient la République de la Mongolie extérieure. Les forces japonaises ne vont-elles pas attaquer les forces russes ?

Le besoin d'expansion du Japon est tel, que la chose est certaine. Et déjà devant la possibilité du conflit on commence à préparer l'opinion publique. Dans l'« Œuvre » de dimanche, on parle des pourparlers amicaux que les Russes ont toujours voulu engager avec le Japon pour trancher cette question, au mieux de l'intérêt de ces deux pays. Propositions qui ont toujours été repoussées par le Japon.

Dans ces conditions la Russie est donc menacée d'être entraînée dans une guerre qu'elle n'aura pas voulu. Tenu par le pacte, la France devra-t-elle intervenir ? Oui, sans doute. Elle ne voudra pas renier sa signature... Et alors que fera l'Allemagne ? Profitant de la situation, ne tentera-t-elle de briser le cercle de fer qui se referme sur elle ? Le monde ne va-t-il pas d'ici quelques mois se trouver embrasé comme en 1915 ?

La préparation psychologique à la guerre est activement poussée.

Socialistes (exception faite de la tendance Marceau Pivert) et communistes la créent sous le prétexte de la défense de la Révolution Russe, et de la lutte contre le fascisme. C'est au nom de ces sophismes que l'on entraîne le prolétariat dans la boucherie de demain.

Notre diplomatie poursuit la même politique des alliances qu'avant 1914 ; politique qui conduit fatalement à la guerre. Cette politique reçoit l'approbation des partis du Front populaire et elle se trouvera encore aggravée lorsque ceux-ci seront au pouvoir.

La guerre arrive à une vitesse vertigineuse. Seule l'action des travailleurs peut l'arrêter. Le prochain congrès de la C.G.T. réunifiée qui se tient à Toulouse aura à prendre une position ferme à cet égard. Il est indispensable que la classe ouvrière déclare qu'elle refusera de participer à la guerre de demain.

Il est indispensable qu'elle affirme son désir farouche de s'opposer à la tuerie. Qu'elle se déclare prête à briser la mobilisation par la grève générale, comme elle a brisé la vague fasciste le 12 février. Il est indispensable que l'organisation syndicale donne cet avertissement à la bourgeoisie et l'oblige ainsi à corriger sa politique guerrière sans cela la guerre sera là d'ici quelques mois.

R. Frémont.

UNION ANARCHISTE

NOTRE TOURNÉE

Le Front populaire peut-il nous sauver ?

Tel est le sujet que traitera notre camarade Frémont dans les localités suivantes :

Samedi 22 février, à COURSAN ;
Lundi 24 février, à FLEURY ;
Mercredi 26 février, à NARBONNE ;
Jeudi 27 février, à BEZIERS ;
Vendredi 28 février, à MONTPELLIER ;

Samedi 29 février, à LUNEL ;
Lundi 3 mars, à TOULON ;
Mardi 4 mars, à LA CIOTAT ;
Mercredi 5 mars, à MARSEILLE ;
Jeudi 6 mars, à GRENOBLE ;
Vendredi 6 mars, à LYON ;
Samedi 7 mars, à OULLINS.

Pour tous renseignements, s'adresser au secrétaire du Groupe organisateur : L. ESTEVE, Maison Gaillard, route de Carcassonne, Narbonne (Aude).

AUX HASARDS DU CHEMIN

Propos d'un Paria

Il y a des choses, des événements, des hommes dont il ne faut parler qu'avec la plus extrême circonspection, si l'on ne veut pas encourir le risque de se voir traiter comme poisson en pleine décomposition par une foule de braves gens aussi sincères que fanatisés et par conséquent aveugles.

Dans un dernier papier, j'avais risqué une appréciation qui parut déplacée aux camarades chargés de la mise en pages parce que pouvant être mal interprétée par de bons bougres qui ont en pourtant, depuis, le temps de perdre leurs illusions.

J'écrivais tout simplement que les journées de février 1934, ainsi que celles de leur commémoration en cette bienheureuse année d'alliance franco-russe avaient été des journées de dupes.

J'ajoutai aujourd'hui que la procession colossale qui se déroula dimanche dernier du Panthéon à la Nation et où des dizaines de milliers de personnes incontestablement désintéressées suivaient, drapeaux rouges et tricolores fraternellement mêlés, quelques dizaines de politiciens professionnels — ce qui suffit à les qualifier — j'ajoutai, dis-je, que cette « manifestation » fut la dernière mystification de cette fumisterie électorale désignée sous le nom de Front populaire.

Et, puisqu'il faut aller au fond de sa pensée, il faut bien constater que c'est beaucoup de bruit pour pas grand'chose. Si la mésaventure survenue à M. Léon Blum était advenue à un simple militant de la base, la chose aurait été publiée dans la presse, même dite ouvrière, sous la rubrique des nouvelles en trois lignes. Ce n'est en somme qu'un accident professionnel auquel tout politicien de métier, de droite comme de gauche, est exposé.

Aussi, il ne faut pas s'étonner de l'unanimité avec laquelle les « collégiés » du Palais-Bourbon de F. Bouisson au pasteur Soulier, en passant par Herriot et Franklin-Bouillon, ont flétri le lâche attentat. Chacun d'eux se sentait égratigné.

La frousse seule a dicté les mesures prises contre l'Action Française, mesures pour rien, à mon humble avis, tout au plus capables de créer une diversion aux embarras de toutes sortes causés par la crise actuelle et contre lesquels l'antifascisme n'est pas la panacée universelle.

Mais, puisque dans toutes choses, même les plus graves, il y a presque toujours matière à distraction, signalons pour notre jubilation cette information du journal l'« Humanité » peu après l'agression contre l'ex-social traître.

« Notre camarade Maurice Thorez, disait notre conseil, a été faire son cours à l'école d'orateurs, accompagné par ses gardes du corps, suivant la décision prise le matin même par le Bureau politique du parti. »

On frémit à la pensée des répercussions que pourraient entraîner des votes de fait sur la personne de cet illustre politicien. Léon Blum, évidemment, c'est quelqu'un, mais Maurice Thorez ! Vous vous rendez compte !

Ça n'aurait plus été une simple promenade avec l'autorisation et la garantie du gouvernement sous l'œil placide et si sympathique des agents en tenue et en bourgeois (voir Huma, Popu, etc.) qui aurait suffi pour laver un tel affront fait à la classe ouvrière (!) mais la guillotine à tous les coins de rue pour tous les factieux, les tièdes, les mous ou les simples irrévérencieux auxquels on aurait enlevé par ce moyen radical toute idée de « derrière la tête ».

Je sais bien que ces propos sacrilèges, voire blasphématoires et un tantinet ironiques ne plairont pas à beaucoup que le tam-tam du Front populaire attire et qui y vont de bon cœur.

Peut-être comprendront-ils quand, par le jeu des pactes, des alliances et de toutes les sales combines internationales, ils se verront eux-mêmes ou leurs fils en route pour la dernière des dernières guerres du droit et de la civilisation.

Ils comprendront peut-être alors — ce n'est pas sûr ! — qu'ils ont été, en accordant leur

confiance aux politiciens, de tristes, de pauvres dupes... Mais il sera trop tard ! — Pierre MUALDES.

BRAS DESSUS, BRAS DESSOUS

Les agences ont communiqué aux journaux des photos représentant Cachin et Frot bras dessus, bras dessous, dans le cortège du Panthéon.

Ça, c'est un monde pour ceux qui n'ont pas perdu la mémoire. Il y a deux ans, le journal du sénateur Cachin réclamait pour le député de Montargis le poteau d'exécution.

Le temps passe et la tactique change. Les comédiens spéculent sur la trop grande bêtise populaire. On a un cerveau pour ne plus penser. Le poing fermé et les mascarades ont remplacé la Raison.

Et c'est triste, bien triste.

VAUDEVILLESQUE

Rendant compte du défilé du Panthéon à la Nation, un rédacteur à l'« Humanité » écrivait : « Vers Jacques Duclos et Thorez, monte l'affectueux salut de la foule parisienne. Un camarade approche :

— Il fait froid, Maurice ! Veux-tu un grog ?

Et le gars court au plus proche café, rapporte, avec des prodiges d'adresse, un grog que Maurice partage avec Duclos, sous les applaudissements de la foule.

— Bravo, Maurice ! Bravo, Jacques !

On sent l'affection de tout un peuple pour ses militants. »

On tremble à la pensée de ce qui se serait passé si Jacques et Maurice avaient lampé un Pernod bien tassé... Quelle ivresse ! Quel délire ! De quoi se taper le derrière par terre.

Enthousiasme révolutionnaire 1936.

Vaudeville cent pour cent.

JUSQU'AU BOUT !

Des manifestants démolissent le repaire d'Action Française situé rue Asseline, dans le XIV^e arrondissement. Immédiatement, la section du Front populaire condamne les « coupables » qui ne se contentent pas d'applaudir Maurice et Jacques, les buveurs de grogs.

Le camarade Maury, secrétaire du F. P., ayant été perquisitionné (bien à tort, empressons-nous de le dire), les rédacteurs d'un affiche ont éprouvé le besoin de parler de « provocateurs », de mélanger l'honnêteté de Maury avec le défilé de masses, seul moyen, etc., le tout pour arriver à se désolidariser platement d'une action de salubrité publique.

Le F. P., sous la coupe des bolchevistes, se donne vraiment du mal pour faire connaître sa haine de l'Action directe.

Mal inutile, car c'est un secret de polichinelle que les sections du F. P. sont autant d'offices électoraux.

Mais pourquoi diable ne pas réclamer l'arrestation des criminels antifascistes de la rue Asseline ?

Et comme il ne faut pas s'arrêter en chemin, nous proposons aux flétrisseurs l'organisation d'une souscription qui servirait à réfectionner le repaire royaliste.

Allons, de la logique et... jusqu'au bout ! Les romanichels.

POUR ASSURER LA VIE DU « LIBERTAIRE »

Réalisons cet objectif :

2.000 lecteurs / 500 abonnés supplémentaires !

C'est avec plaisir que nous annonçons à nos amis que le tirage de ce numéro va être sensiblement augmenté.

Cette semaine, en effet, nous avons été littéralement submergés par les listes d'abonnés possibles, les abonnements nouveaux et les commandes pour la vente à la rue.

A ce point que notre réserve hebdomadaire s'est trouvée non seulement épuisée mais que nous n'avons pu fournir près d'un millier d'exemplaires.

Ainsi, nos dévoués lecteurs et amis nos militants semblent décidés à justifier l'effort que nous attendons d'eux.

Ils ont enfin compris que c'est dans la mesure où ils s'emploieront à faire connaître autour d'eux notre LIBERTAIRE qu'ils feront disparaître la légende de rêveurs et d'utopistes, voire d'agents provocateurs, que font courir sur nous les politiciens intéressés à nous discréditer.

Ils ont compris que c'est dans la mesure où ils mèneront campagne pour un recrutement intensif de lecteurs et d'abonnés que cesseront les appels aux sous pour combler notre déficit hebdomadaire.

Continuez, camarades militants et sympathisants, travaillez d'arrache-pied à la diffusion de votre journal « LE LIBERTAIRE » par les nombreux moyens à votre disposition : vente à la rue, abonnements de propagande, distribution d'inventures, etc...

C'est de votre effort persévérant que s'affirmera la renaissance de l'action et la pensée anarchistes et de notre journal qui pourra désormais accomplir dignement sa mission.

En attendant, aidez-nous, recueillez des souscriptions que vous adresserez à N. FAUCIER, 29, rue Piat, Paris (20^e). Chèque postal : Paris 596-03.

CAMARADES DE LA RÉGION PARISIENNE !

Pour la vie du « Libertaire » : Pour la propagande anarchiste

Réservez votre après-midi du dimanche 1^{er} Mars pour assister à notre matinée artistique

AU PROFIT DU « LIBERTAIRE »

Programme de choix, entièrement renouvelé, dont le détail sera donné la semaine prochaine

TOUS LES CAMARADES SE FERONT UN DEVOIR DE VENIR A CETTE FÊTE, ILS CONTRIBUERONT AINSI, TOUT EN SE DISTRAYANT SAINEMENT, AU DÉVELOPPEMENT DE LA PROPAGANDE ANARCHISTE

Tous le 1^{er} Mars, salle Jean Jaurès, à la Bellevilloise 23, rue Boyer, 23. — Métro : Martin-Nadaud

A TRAVERS LE MONDE

Encore le pacte

Il faut revenir sur la question du pacte franco-soviétique puisqu'on s'attache à dénaturer les motifs de notre position à son égard. Encore une fois nous ne nous inspirons d'aucune idée préconçue; peut-être même, si nous nous laissons aller à une inclination assez naturelle, serions-nous tentés de rejoindre le parti qu'a pris actuellement l'un des rares hommes qui aient eu assez de sens politique pour voir clair en 1914 et assez de courage pour dénoncer le mensonge de la guerre du Droit, nous voudrions dire Romain Rolland, mais une chose est le respect que Romain Rolland nous inspire toujours, autre chose est l'opinion libre que nous devons avoir vis-à-vis d'un événement de l'importance du Pacte.

Nous avons, la semaine passée, donné les raisons de notre hostilité au pacte. Nous voudrions, aujourd'hui, répondre à quelques objections. « Pour le moment, écrit Romain Rolland, le plus pressé c'est le danger du dehors, pourquoi le sous-estimez-vous ? » A cela, nous répondons que nous ne sous-estimons pas le danger hitlérien. Nous croyons nous aussi qu'il est pressant, que le Führer réarme avec une fièvre que, seul, contient un peu le marasme des finances allemandes.

Nous ne sommes pas aveugles ni sourds encore que nous ne coupons pas dans certaines déclarations inspirées par le patriotisme bien entendu de nos fabricants d'armes et de munitions. Mais, si nous discernons clairement le danger hitlérien nous entendons lutter contre lui par des moyens qui nous sont propres. Et d'abord nous nous gardons bien, comme le fait Romain Rolland, d'opposer les ennemis du dedans et ceux du dehors. Pour nous ils se confondent. Et ce n'est pas là une simple vue de l'esprit que dément la réalité. En vérité le simplisme n'est-il pas le fait de ceux qui ne voient les problèmes de l'impérialisme qu'au travers des catégories traditionnelles et des déformations nationalistes. Nous n'avons pas ici le temps de faire de l'histoire, de faire la critique des positions prises par Rolland en 1914 et par Léning en 1917, nous ne pouvons que répéter que c'est l'impérialisme français qui a créé l'impérialisme allemand et qui lui a donné toute sa virulence. Au surplus, R. Rolland ne le conteste pas. Mais, dit-il en substance, il est trop tard pour effacer l'injustice de Versailles; une politique de révision serait interprétée comme une faiblesse et légaliserait la guerre du même coup. Il n'y aurait donc, en attendant mieux, qu'à accepter l'injustice, à s'en faire même provisoirement le défenseur, l'essentiel étant de contenir Hitler.

A notre tour, nous pourrions faire remarquer qu'il est aisé, sans doute, d'accepter l'injustice quand d'autres en font les frais et qu'il n'est pas possible par ces moyens d'envisager une solution du conflit actuel car si Versailles a suscité Hitler, le maintien de Versailles ne fera que le confirmer. Est-ce cela que l'on veut ? Mais alors on n'aura pas plus de raisons d'apporter aucune modification au traité, au contraire, à mesure que l'Allemagne s'enfoncera dans la dictature, on plaidera avec plus d'énergie le maintien du statu-quo. On

ne sortira de ce cercle vicieux que par la guerre. Car cette torche enflammée, dont parle Romain Rolland, qui menace de mettre le feu aux quatre coins du monde, personne ne se sera préoccupé de l'éteindre.

Aussi l'alliance, préconisée par R. Rolland, de la France et de l'U. R. S. S. ne saurait passer pour une sauvegarde de la paix. Elle est au contraire l'alliance de choix dont se nourrit l'impérialisme allemand sous ses deux formes actuelles : militarisme et dictature. A cela, on ne peut opposer que de vagues formules sentimentales qui dissimulent l'impuissance des hommes, la défaite — c'est-à-dire la guerre — acceptée. A moins qu'on ne se résolve à voir clair et à comprendre qu'on ne lutte pas contre l'impérialisme en le renforçant. Pour nous la lutte contre la guerre comporte essentiellement la lutte contre notre propre impérialisme. C'est ici, c'est tout de suite que nous entendons la mener. Assez d'anti-fascisme, assez d'anti-hitlérisme qui nous dissimulent notre clair devoir. Notre ennemi est chez nous. C'est lui qui se propose de nous sacrifier pour la défense d'intérêts qui ne sont pas les nôtres et qui se cachent derrière les grands mots de démocratie et de liberté. L'indivisible paix n'est pas la paix des potentats, ce n'est pas la paix imposée par la violence, c'est celle que les prolétaires de tous les pays feront régner par leur victoire sur le capitalisme.

LASHORTES.

LA BAGARRE DE LA RUE ASSELIN

Des manifestants ont démolé la permanence d'Action Française de la rue Asselin.

Nous appelons cela de l'Action Directe contre le fascisme.

Ce n'est pas l'avis des dirigeants du Front populaire du xiv^e qui se permettent de qualifier de provocateurs les révolutionnaires d'Action.

Qu'on veuille sinon admettre du moins concevoir que des camarades puissent avoir une conception de la lutte contre le fascisme autre que l'électoratisme abruti des sections du F. P.

Les anarchistes ne sont pas des violents pour l'amour de la violence mais ils comprennent que, face aux provocations inouïes des gens d'A. F. et en particulier de Maurras, des ouvriers excédés se permettent d'extérioriser leurs révoltes.

Pierre ODEON.

P. S. — Nous apprenons que les camélot du Roy parlent beaucoup entre eux de prendre leur revanche. Dimanche prochain, à 15 heures après-midi, SEBASTIEN-FAURE sera à Plaisance 15, rue de Vanves à une centaine de mètres de la rue Asselin, est-ce trop demander aux amis des 5^e et 13^e. Antony-Malakoff-Banlieue Sud d'être présents à 2 heures précises pour assurer le service d'ordre ?

Il suffira, n'est-il pas vrai, de ce mot, pour que nous soyons compris. — P.O.

Le dimanche 23 Février, à 15 heures
dans les deux salles du « Clair de Lune »
15, rue de Vanves

TOUS A LA CONFÉRENCE
SÉBASTIEN FAURE

Notes et Glanes

♦ Un bon camarade, dont l'amitié m'est chère, s'est montré chagrin du fait que, dans ces notes, je ne cause jamais des fascistes. A quoi bon ? — Nous les connaissons, tous. — Tous, nous savons qu'ils sont nos ennemis. Pourquoi, alors, rabâcher ? Je n'aime pas enfoncer les portes ouvertes. Tandis qu'avec les tenants du Front populaire ce n'est pas pareil. Beaucoup de camarades, sincères mais peu avertis, croient encore en leurs promesses. Petit Chaperon-Rouge avait peur du Loup. Mais quand ce dernier fut déguisé en Mère Grand, il capta la confiance de Petit Chaperon-Rouge. Soyons moins naïfs, voulez-vous ?

♦ Car le Grand Méchant Loup Soviétique, même déguisé en Mère Grand Front Populaire, est implacable. Par exemple, en U.R. S.S. un assassin est condamné à 10 ans de prison (c'est encore de trop, car une cure dans un asile d'aliénés serait plus indiquée). Mais un « politique » est ou fusillé, ou déporté en Sibérie ou aux îles Solovki. (Voir du 25-36, sous la signature de Jean Maréchal).

♦ Pour une fois, je vais causer de Casimir. Crevante, sa lettre à Sarraut ! Et mensonge, en plus ! Il prétend que « le chant de la Marseillaise a été écarté sous celui de l'Internationale ». Or, j'étais place de la Bastille lorsqu'est arrivé le groupe de tête. Et j'affirme de la façon la plus formelle que la Marseillaise se faisait entendre plus que l'Internationale.

D'ailleurs, j'en suis parti, écaré ! Car, à part les révoltes, je ne trouve pas de sang impur. Et malgré cette impureté accidentelle ou congénitale, je dénie à quiconque le droit d'en abreuver les sillons.

♦ Dimanche, sur le pont Sully, d'anciens ont crié : La Roquette, à la Seine. A quoi bon ? Il sait nager !

♦ Lundi, aux Casernes Populaires, Mares-tan nous a dit qu'à Moscou il y avait 98 % d'athées. Mais, parmi ces athées, quel est le pourcentage des adorateurs de Saint-Staline ?

♦ D'une traduction des Izvestia du 12-2-36, il ressort qu'une proposition (appellation hypocrite de Lukase) indique que la productivité dans le bâtiment devra être en 1936 de 30 % supérieure à ce qu'elle a été en 1935. Et il y aura une révision simultanée des salaires en vue de la baisse. Capitalisme est mort ! Vive le socialisme d'Etat !

Henri GUERIN.

Blum... Sarraut... le Pacte !

(Suite de la 1^{re} page)

A bas le fascisme et la réaction ! Mais à bas aussi tout ce qui engendre le fascisme et la réaction.

A bas la politique du Front Populaire et à bas le pacte franco-soviétique et tous les autres pactes gouvernementaux !

Protester contre les violences dont M. Blum a été l'objet est bien.

Protester contre les violences bien plus grandes dont avec le consentement de M. Blum, des millions d'hommes jetés aux champs de mort, seraient victimes et s'y opposer, c'est mieux.

**

En dépit de toutes les manœuvres, ce mouvement d'opposition s'affirme de plus en plus, et notamment dans cette jeunesse ouvrière qui si elle veut lutter pour son émancipation, n'entend pas être sacrifiée aux intérêts des Etats impérialistes ni à ceux de la patrie du Guepou et de Stakhanov.

Puisse-t-il s'affirmer avec force au prochain congrès de la C. G. T. et dissiper toutes les équivoques, repudier toutes les Unions Sacrées et les connivences avec la S.D.N. et autres « cavernes de brigands », préparer le prolétariat français aux résolutions nécessaires.

EPSILON.

La domesticité fait prime

La Chambre, ces jours-ci, discute de la ratification du pacte franco-soviétique. Il serait faux de prétendre qu'une grande passion règne sur ces débats. Non ! Tout le monde est d'accord, le pacte sera ratifié, c'est indispensable pour la toute prochaine et l'Angleterre qui va « nous » prêter 40 millions de livres l'exige.

Certes la chose ne pouvait se passer sans discussion, de la part de la droite qui désire faire pression pour obtenir plus rapidement le paiement par les prolétaires russes, des dettes du tzar. D'autre part, il y a les inévitables protestations des Récolts, hargneux de savoir que l'ambassade russe a trouvé des laquais plus utiles qu'eux-mêmes. Il y a encore les braiments des marchands de patriotisme à la Taittinger qui ne peuvent tout de même pas trop rapidement changer d'opinion sans risquer d'indisposer leur clientèle, mais qui savent que tout marchera bien sans eux et qui s'efforcent à profiter de la bonne combine.

Il y a tout cela, d'autres choses encore et c'est normal. Mais ce qui est beaucoup moins normal, c'est l'entrain extraordinaire que déploient les hommes des partis de gauche pour exiger la ratification de ce pacte de guerre.

L'histoire de notre pays est fertile en événements de toutes sortes mais je ne crois pas qu'elle nous offre l'exemple d'une époque aussi riche en bassesses, en remèlements, en trahisons que celle dans laquelle nous vivons. Les communistes ne plantent pas le drapeau dans le fumier. Ils ne condamnent pas l'armée pour elle-même. Ils ne méconnaissent pas l'idée de patrie écrivait P. V. Couteur au lendemain de la fameuse déclaration de Staline (Huma du 17 mai 1935, première page, première col.) reliant ainsi, brutalement, ce qui, jusqu'à la veille, avait le principal des titres de sa gloire.

De plus ce jour nous voyons les partis internationalistes (sic) mener la sarabande chauvine contre des pays voisins.

Sous prétexte de défendre les libertés républicaines, la démocratie, le droit, la justice, etc. etc. — comme en 1914 — on hurle à la mort contre les pays et gouvernements fascistes, car les jeux sont faits, le futur agresseur est désigné, on sait contre qui l'on enverra les bons bougres se faire casser la gueule, tout est bien prêt. Il ne manque plus que la ratification et on la tient ! D'ailleurs, tout le monde marche; les écrivains affamés, les savants naïfs et jusqu'à ce pauvre Romain Rolland qui lui a moins à l'excuse de ses soixante-dix ans !

Pour nous qui ne marchons pas, il est plaisant de faire un rapprochement entre les deux alliances franco-russes. La ressemblance est complète jusque dans la phraseologie.

La France et la Russie ne veulent rien hormis la paix et la conservation du statu quo. Elles n'ont d'aspirations ambitieuses d'aucune sorte. Leur alliance est purement pacifique. N'avons-nous pas lu cent fois ces quelques phrases sous la plume des principaux leaders communistes ces temps derniers ? Pourtant, elles sont déjà vieilles, elles datent de 1893 et sont extraites d'un journal tsariste de Saint-Petersbourg.

Il n'y a rien de nouveau et les mêmes attrape-nigauds sont toujours bons pour envoyer les hommes à la boucherie. Tout de même, à cette époque, les choses ne s'étaient pas passées aussi facilement que de nos jours. Les numéros vengeurs de l'Assiette au Beurre nous donnent bien le ton des polémiques et voici une phrase de Ed. Vaillant qui ne demande que très peu de rectifications pour être adoptée par nous, aujourd'hui.

C'est aux nihilistes, aux socialistes, aux républicains russes, au peuple russe que s'adressent nos hommages et nos sympathies et non à leur bourreau, le tzar. (La Petite République du 19 sept. 1893).

Il est vrai que pour justifier leurs pantalonnades, leurs volte-faces, leurs remèlements, nos internationalistes patriotes, nos pacifistes guerriers peuvent invoquer un grand témoignage, celui de Jaurès (La Pe-

tille République, 15 oct. 1893) la voici : Pour nous, nous résumons notre politique d'un mot. Il n'y a qu'une France socialiste qui puisse porter l'armée nationale à son maximum de puissance.

Porter l'armée à son maximum de puissance, voilà bien le but que l'on recherche de nos jours autant à gauche qu'à droite. « L'armée, disait à peu près Tolstoï, n'ayant d'autre but que de se battre et de se faire tuer » par conséquent, l'histoire continue !

Les Soviets partout, clamait la foule enthousiaste, dimanche dernier. Elle ne pensait pas que pendant qu'elle se ferait élever pour défendre une démocratie pourrie et une patrie socialiste bien problématique, ses chefs, comme en 14, (ce sont les mêmes ou presque) se laisseraient vivre tranquillement dans de grandes sinécures pour se retrouver, frais et dispos, prêts à bourrer les crânes des fils de leurs victimes, la guerre terminée, si toutefois ils n'étaient pas morts de vieillesse paisiblement dans un bon lit.

J. PAUL MONTEIL.

Le secours rouge est-il pour l'amnistie générale ?

Le Secours Rouge vient de nous faire parvenir pour la deuxième fois à fin d'insertion une circulaire adressée à tous les parlementaires, pour les inciter à voter une loi d'amnistie.

Il va sans dire que nous n'avons pas attendu le Secours Rouge pour prendre nettement position. De tout temps les anarchistes se sont élevés contre l'oppression et soutenu les victimes de la vindicte sociale. Toujours ils se sont fait les défenseurs de la liberté contre les exactions, les abus, les méthodes terroristes des détenteurs du Pouvoir. Constamment, ils ont bataillé pour arracher des bagnes ceux qui lentement y périssent et cela, dans tous les pays. La défense des emprisonnés révolutionnaires en Russie a même été une de leurs grandes préoccupations, même au temps pas encore si lointain, où il était de bon ton dans certains milieux, de garder un mutisme complet.

Malgré que l'indignation des bureaucrates de la rue de Chabrol s'arrête à la frontière capitaliste. Malgré encore, que le Secours Rouge ait boudé ou ait été l'ouvrier de la onzième heure, lors de nos nombreuses campagnes contre la répression, pour l'amnistie générale, nous n'aurions garde de négliger d'épauler ses efforts, si toutefois nous pouvions avoir l'assurance que la campagne commencée ne correspond pas à des nécessités électorales.

Et puis, il nous faut poser une question importante à l'organisation communiste. Dans la liste proposée, des mesures d'amnistie, on a oublié — mais est-ce bien un oubli — de faire figurer celle qui ouvrirait la porte à ceux qui refuseront de se laisser conduire à l'abattoir lors de la der des der.

On se souvient que ce fut là le but principal de notre dernière campagne, à laquelle le Secours Rouge négligea de participer et qui fut sabotée magistralement par la gent parlementaire.

Nous demandons au Secours Rouge s'il est prêt — bravant en cela les préoccupations secrètes des chefs communistes dont la discipline fait la force des armées — de demander que la prochaine loi d'amnistie les déserteurs et les insoumis de la dernière guerre ?

Le gouvernement du Front populaire de demain voudra sans doute faire le geste désormais traditionnel de tous gouvernements de gauche, en faisant voter une loi d'amnistie plus ou moins réticente. Ira-t-il jusqu'à la vouloir générale ?

Nous avons les meilleures raisons d'en douter. Là encore, il faudra forcer la main aux gouvernants. Nous y sommes prêts; ainsi que de nombreuses organisations syndicales. Parions que le Secours Rouge ne sera pas moins réticent que nos gouvernants.

UN ÉCRIT SYNDICALISTE D'UNE BRULANTE ACTUALITÉ

Politique de l'Internationale

par Michel BAKOUNINE.

I
(Suite)
Qu'a donc dû faire l'Internationale ? Elle a dû d'abord détacher les masses ouvrières de toute politique bourgeoise, elle a dû éliminer de son programme tous les programmes politiques n'y avait pas dans le monde d'autre politique que celle de l'Eglise, ou de la monarchie, ou de l'aristocratie, ou de la bourgeoisie ; la dernière, surtout celle de la bourgeoisie radicale, était sans contredit plus libérale et plus humaine que les autres ; mais toutes, également fondées sur l'exploitation des masses ouvrières, n'avaient en fait de cette exploitation. L'Internationale a donc dû commencer par délayer le terrain et, comme toute politique, au point de vue de l'émancipation du travail, se trouvait alors entachée d'éléments réactionnaires, elle a dû d'abord rejeter afin de pouvoir fonder, sur ces ruines du monde bourgeois, la vraie politique des travailleurs, la politique de l'Association internationale.

(Egalité du 7 août 1890.)

II
Les fondateurs de l'Association internationale des travailleurs ont agi avec d'autant plus de sagesse en évitant de poser des principes politiques et philosophiques comme base de cette association et en ne lui donnant d'abord pour unique fondement que la lutte exclusivement économique du travail contre le capital, qu'ils avaient la certitude que, du moment que, prenant confiance dans son droit aussi bien que dans la force numérique de sa classe, il s'engageait avec ses compagnons de travail dans une lutte solidaire contre l'exploitation bourgeoise, il sera nécessairement amené, par la force même des choses, et par le développement de cette lutte, à reconnaître bientôt tous les principes politiques, socialistes et philosophiques de l'Internationale, principes qui ne sont rien, en effet, que la juste expression de son point de départ, de son but.

Nous avons exposé ces principes dans nos derniers numéros (I). Au point de vue politique et social, ils ont pour conséquence nécessaire l'abolition des classes, par conséquent celle de la bourgeoisie, qui est la classe dominante aujourd'hui ; l'abolition de tous les Etats territoriaux, celle de toutes les patries politiques et, avec leurs ruines, l'établissement de la grande fédération internationale de tous les groupes productifs, nationaux et locaux. Au point de vue philosophique, comme ils ne tendent à rien de moins qu'à la réalisation de l'idéal humain, du bonheur humain, de l'égalité, de la justice et de la liberté

(I) Ceux du 31 juillet (article le jugement de M. Coullery) et du 7 août.

sur la terre, que par là même ils tendent à rendre tout à fait inutiles tous les compléments célestes et toutes les espérances d'un monde meilleur, ils auront pour conséquence également nécessaire l'abolition des cultes et de tous les systèmes religieux.

Annexez tout d'abord ces deux buts à des ouvriers ignorants, égarés par le travail de chaque jour, et démolissez, empoisonnés pour ainsi dire sciemment par les doctrines perverses que les gouvernements, de concert avec toutes les castes privilégiées, prêtres, nobles, bourgeois, leur distribuent à pleines mains, et vous les effrayerez ; ils vous repousseront peut-être, sans se douter que toutes ces idées ne sont rien que l'expression la plus fidèle de leurs propres intérêts, que ces buts portent en eux la réalisation de leurs vœux les plus chers ; et qu'au contraire les préjugés religieux et politiques au nom desquels ils les repousseront, peut-être sont la cause directe de la prolongation de leur esclavage et de leur misère.

Il faut bien distinguer entre les préjugés des masses populaires et ceux de la classe privilégiée. Les préjugés des masses, comme nous venons de le dire, ne sont fondés que sur leur ignorance et sont tout contraires à leurs intérêts, tandis que ceux de la bourgeoisie sont précisément fondés sur les intérêts de cette classe et ne se maintiennent, contre l'action dissolvante de la science bourgeoise elle-même, que grâce à l'égotisme collectif des bourgeois. Le peuple veut, mais il ne sait pas ; la bourgeoisie sait, mais elle ne veut pas. Lequel des deux est l'incubateur ? La bourgeoisie, sans aucun doute.

Règle générale : on ne peut convertir que ceux qui sentent le besoin d'être convertis, que ceux qui portent déjà dans leurs instincts ou dans les misères de leur position soit extérieure, soit intérieure, tout ce que vous voulez leur donner ; jamais vous ne convertirez ceux qui n'éprouvent le besoin d'aucun changement, ni même ceux qui, tout en désirant sortir d'une position dont ils sont mécontents, sont poussés, par la nature de leurs habitudes morales, intellectuelles et sociales, à chercher une position meilleure dans un monde qui n'est pas celui de vos idées.

Convertissez, je vous prie, au socialisme un noble qui convoite la richesse, un bourgeois qui voudrait se faire noble, ou même un ouvrier qui ne tendrait de toutes les forces de son âme qu'à devenir un bourgeois ! Convertissez encore un aristocrate réel ou imaginaire de l'intelligence, un demi-savant, un quart, un dixième, une centième partie de savant, gens pleins d'ostentation scientifique, qui souvent, parce qu'ils ont eu seulement la chance d'avoir compris tant bien que mal quelques livres, sont pleins de mépris pour les masses illettrées et s'imaginent qu'ils sont appelés à former entre eux une nouvelle carte dominante, c'est-à-dire exploitante.

Aucun raisonnement ni aucune propagande ne seront jamais en état de convertir ces malheureux. Pour les convaincre, il n'est qu'un seul moyen : c'est le fait ; c'est la destruction de la possibilité même des situations privilégiées, de toute domination et de toute exploitation ; c'est la révolution sociale qui, en balayant tout ce qui constitue l'inégalité dans le monde, les moralisera en les forçant à chercher leur bonheur dans l'égalité et dans la solidarité.

Il en est autrement des ouvriers sérieux. Nous entendons par ouvriers sérieux tous ceux qui sont réellement égarés par le poids du travail ; tous ceux dont la position et si précaire et si misérable qu'aucun, à moins de circonstances tout à fait extraordinaires, ne puisse avoir seulement la pensée de conquérir pour lui-même et seulement pour lui-même, dans les conditions économiques d'aujourd'hui et dans le milieu social actuel, une position meilleure ; de devenir par exemple, à son tour, un patron ou un conseiller d'Etat. Nous rangeons naturellement aussi dans cette catégorie les rares et généreux ouvriers qui, tout en ayant la possibilité de monter individuellement au-dessus de la classe ouvrière, n'en veulent pas profiter, aimant mieux souffrir encore quelque temps de l'exploitation bourgeoise, solidement avec leurs camarades de misère, que de devenir des exploitateurs à leur tour. Ceux-là n'ont pas besoin d'être convertis ; ils sont des socialistes purs.

Nous parlons de la grande masse ouvrière qui, étreinte par son travail quotidien, est ignorante

et misérable. Celle-là, quels que soient les préjugés politiques et religieux qu'on ait taché et même réussi en partie de faire prévaloir dans sa conscience, est SOCIALISTE SANS LE SAVOIR ; elle est, au fond de son instinct, et par la force même de sa position, plus sérieusement, plus réellement socialiste, que ne le sont tous les socialistes scientifiques et bourgeois, pris ensemble. Elle l'est par toutes les conditions de son existence matérielle, par tous les besoins de son être, tandis que ces derniers ne le sont que par les besoins de leur pensée ; et, dans la vie réelle, les besoins de l'être exercent toujours une puissance bien plus forte que ceux de la pensée, la pensée étant ici, comme partout et toujours, l'expression de l'être, le reflet de ses développements successifs, mais jamais son principe.

Ce qui manque aux ouvriers, ce n'est pas la réalité, la nécessité réelle des aspirations socialistes, c'est seulement la pensée socialiste. Ce que chaque ouvrier réclame dans le fond de son cœur — une existence pleinement humaine et intellectuelle, fondée sur la justice, c'est-à-dire sur l'égalité et sur la liberté de chacun et de tous dans le travail — ne peut évidemment pas se réaliser dans le monde politique et social actuel, qui est fondé sur l'injustice et sur l'exploitation cynique du travail des masses ouvrières. Donc, tout ouvrier sérieux est nécessairement un révolutionnaire socialiste, puisque son émancipation ne peut s'effectuer que par le renversement de tout ce qui existe maintenant. Ou bien cette organisation de l'injustice, avec tout son appareil de lois iniques et d'institutions privilégiées, doit périr, ou bien les masses ouvrières resteront condamnées à un esclavage éternel.

Voilà la pensée socialiste dont les germes se retrouveront dans l'instinct de chaque travailleur sérieux. Le but est donc de lui donner la pleine conscience de ce qu'il veut, de faire naître en lui une pensée qui corresponde à son instinct, car, du moment que la pensée des masses ouvrières se sera élevée à la hauteur de leur instinct, leur

volonté sera déterminée, et leur puissance deviendra irrésistible.

Qu'est-ce qui empêche le développement plus rapide de cette pensée salutaire au sein des masses ouvrières ? Leur ignorance, et en grande partie les préjugés politiques et religieux par lesquels les classes intéressées s'efforcent encore aujourd'hui d'obscurcir leur conscience et leur intelligence naturelle. Comment dissiper cette ignorance, comment détruire ces préjugés malaisés ? Sera-ce par l'instruction et par la propagande ?

Ce sont sans doute de grands et beaux moyens. Mais dans l'état actuel des masses ouvrières ils sont insuffisants. L'ouvrier isolé est trop égaré par son travail, et par ses soucis quotidiens, pour avoir beaucoup de temps à donner à son instruction. Et d'ailleurs, qui fera cette propagande ? Seront-ce les quelques socialistes sincères, issus de la bourgeoisie, qui sont pleins de généreuse volonté, sans doute, mais qui sont trop peu nombreux, d'abord, pour donner à leur propagande toute la largeur nécessaire, et qui, d'un autre côté, appartenant par leur position à un monde différent, n'ont pas sur le monde ouvrier toute la prise qu'il faudrait, et qui existent en lui des défiances, plus ou moins légitimes ?

L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, dit le préambule de nos statuts généraux. Et il a mille fois raison de le dire. C'est la base principale de notre grande Association. Mais le monde ouvrier est généralement ignorant, la théorie lui manque encore tout à fait. Donc, il ne reste qu'une seule voie, c'est celle de SON EMANCIPATION PAR LA PRATIQUE. Quelle peut et quelle doit être cette pratique ?

Il n'en est qu'une seule. C'est celle de la lutte solidaire des ouvriers contre les patrons. C'est l'ORGANISATION ET LA FEDERATION DES CAISSES DE RESISTANCES.

(EGALITE du 14 août 1890.)

(A suivre.)

Vient de paraître

MOBILISATION
CONTRE TOUTE GUERRE

(Traduit de l'anglais)

Discours tenu à la conférence de l'Internationale des Résistants à la guerre, à Welwyn (Herts), Angleterre, le 29 juillet 1934.

PAR BARTHELEMY DE LIGT

En vente au LIBERTAIRE, prix : 2 fr.
Franco : 2 fr. 50.



Avant le Congrès de Toulouse

Si l'est dans le mouvement ouvrier des amateurs d'événements historiques, ils feront bien de préparer leurs malles pour assister au Congrès de Toulouse, car il apparaît de plus en plus que leur passion sera comblée !

C'est que deux courants idéologiques vont se heurter dans un duel homérique, voire même étrange. Les tenants du réformisme et les adeptes d'une fraction qui se déclarent encore publiquement révolutionnaire vont s'accrocher, ou plutôt rivaliser pour se parer de l'étiquette, avantageuse, dit-on, d'éléments positifs.

Quels seront les positifs, se demande-t-on, à la lecture des nombreux articles consacrés au programme que devra adopter le Congrès ?

En vérité, nous nous garderons d'émettre le moindre pronostic, tellement l'ardeur des polémistes nous fait craindre de nous tromper et le ferions-nous, nous pencherions pour le camp des partisans du programme du Rassemblement populaire !

Il est vrai que la conception usuelle du mot positif peut être mauvaise, mais depuis des lustres on nous a tellement dit, que nous autres syndicalistes révolutionnaires nous étions des éternels négateurs, cependant que nos voisins de tendance s'estimaient des positifs, parce que disaient-ils, restant plus particulièrement dans le cadre de la réalité, que force nous est de la supposer juste.

La question se pose et se posera ainsi : La C.G.T. réunifiée doit-elle avoir pour programme celui du Rassemblement populaire ou le Plan de la C.G.T. ?

Les communistes soutiennent le programme du Rassemblement populaire, les confédérés le plan de la C.G.T., avec des arguments qui méritent d'être rapidement rappelés.

Les premiers estiment que le Plan cégétiste prévoyant des réformes de structure de longue haleine difficilement réalisables et par surcroît, susceptibles de provoquer sinon des résistances du moins des réticences parmi les classes moyennes, déclarent que le programme du Rassemblement, à par contre, réussit à faire l'unité combien précieuse de tous les éléments antifascistes.

En un mot, le Plan de la C.G.T. est considéré comme trop révolutionnaire.

A cette argumentation de nos ex 100 %, les planistes confédérés répondent que la carence du capitalisme devant la crise demeurant chaque jour plus claire et plus insupportable, fait un devoir au syndicalisme d'en entreprendre l'assaut décisif. Et passant à l'offensive, ils mettent en garde non sans ironie nos néos réformistes bolchevistes, contre la pratique d'un réformisme désormais dépassé par les événements.

En somme ce sont les réformistes qui prennent figure de révolutionnaires en regard des nouvelles préoccupations des fervents de Staline.

Cette situation ne manque pas d'être réjouissante.

TRIBUNE DE LIBRE DISCUSSION

C.G.T. unifiée ou C.G.T.S.R.?

P. BESNARD, de la C.G.T.S.R.

Pierre Besnard nous adresse la lettre suivante :

Mon cher Camarade, Je te remercie de ta lettre et de la courtoisie avec laquelle tu présentes la question. Cependant, je ne puis accéder à ton désir. Je le regrette d'autant plus. En effet, j'estime que, pour la C.G.T.S.R., la question que tu poses est pratiquement résolue par des décisions répétées qui se confirment les unes les autres.

Il ne peut donc plus s'agir, pour moi, de développer le thème : « C.G.T. unifiée ou C.G.T.S.R. ».

Si, au contraire, cette question ne s'adresse qu'aux anarchistes, j'ai dit, il y a cinq ou six ans, dans ma Nouvelle lettre aux anarchistes, qui a paru au début de l'enquête ouverte par la Voix libertaire, tout ce que je pensais sur ce sujet.

Depuis, je l'ai confirmé maintes fois et, pour moi, ce débat est épuisé.

A mon avis, la solution correcte du problème ne dépend plus que des anarchistes eux-mêmes.

Je formule le vœu qu'ils le résolvent à bref délai et comme l'exige leur propre doctrine.

En ce qui me concerne, le compte rendu que je viens de publier dans le dernier numéro du C. S. met le point final à la controverse en cours dans les milieux anarchistes.

Il reste à ceux-ci à faire leur propre travail.

J'espère que les exposés que vous publierez dans le Libéraire ne constitueront pas un obstacle à l'évolution normale de la question qui vous préoccupe à juste titre.

Bien cordialement,

P. BESNARD.

N.D.L.R. — Nous ne pouvons que regretter la décision de notre camarade P. Besnard. Notre intention était non d'engager une polémique ou de faire triompher une thèse mais, ainsi que nous l'avons indiqué la semaine dernière, de permettre aux camarades qui avaient jugé utile de venir défendre leur thèse à l'Assemblée générale des anarchistes de Paris, le 9 février, de la développer à nouveau pour l'ensemble de nos camarades et leur permettre d'éclaircir certaines situations souvent incompréhensibles de part et d'autre.

N'est-ce pas que le Congrès de Toulouse sera vraiment un congrès historique ?

Nous avons déjà formulé à maintes reprises les réserves indispensables qu'appelle le Plan cégétiste et montré, la discrétion des planistes sur le problème des moyens de réalisation, ce qui ne va pas sans affliger leur œuvre d'un certain caractère utopique. Au vrai, cette discrétion n'a peut-être pour but, que de cacher la crainte des planistes devant la nécessité soudain révélée de franchir le rubicon. C'est d'autant plus plausible, que des planistes plus francs ou plus résolus, affirment que la réalisation du Plan implique le recours aux moyens révolutionnaires d'expropriation du capitalisme.

Le Plan ne serait plus dès lors qu'une plateforme d'agitation, une concrétisation des aspirations ouvrières, ce qui serait de nature à atténuer bien des préventions.

Quant au programme du Rassemblement populaire, il n'apparaît pas qu'il puisse survivre à son but électoral. Le fait qu'il ait pu rallier des éléments conservateurs comme les radicaux dont la devise est : *ni réaction, ni révolution*, en montre le peu de valeur et aussi, le danger pour la classe ouvrière.

En effet, que les communistes l'emportent à Toulouse et ce sera pour le mouvement ouvrier, le collier de l'opportunisme politique le plus exigeant.

L'action de la C.G.T. serait subordonnée à la nécessité du maintien du gouvernement du Front populaire, dont la durée, sera conditionnée par les gages qu'il saura donner au haut capitalisme.

Trop d'exemples ont montré que ce dernier fait et défait à loisir les ministères, selon ses intérêts.

Demain le gouvernement du Front populaire devra conformer son attitude aux desiderata des potentats capitalistes, pratiquer leur politique et assurer la sauvegarde de leurs privilèges en face des travailleurs.

Nécessairement l'action gouvernementale de l'équipe ministérielle du Front populaire aura un caractère antiouvrier. Et c'est alors que le danger du but poursuivi par les communistes apparaît clairement.

Le gouvernement de l'U.R.S.S. se sentant menacé à l'intérêt le plus grand à ce qu'une équipe ministérielle fidèle au Pacte franco-russe soit au pouvoir. Pour assurer l'existence d'un tel gouvernement, les communistes sont prêts aux pires abdications. S'il le faut, ils iront jusqu'à rendre impossible toute action revendicative du prolétariat. Et pour cela, pour que rien ne vienne gêner le gouvernement du Front populaire, ils proposent aujourd'hui le programme du Rassemblement et s'efforcent de conquérir des postes d'influence, pour être en mesure demain de paralyser l'action de la classe ouvrière.

Devons-nous permettre que le mouvement syndical courre une telle aventure ? C'est là toute la question qui est posée aux délégués du Congrès de Toulouse.

J. RIBEYRON.

ALBERT CANE, du Bâtiment confédéré

Albert Cane a retracé pour nos lecteurs l'exposé qu'il fit lors de la conférence qui eut lieu à Paris le 9 février sur : l'Unité syndicale et les anarchistes.

Je tiens à remercier mon vieil ami Pierre Besnard pour le radeau C.G.T.S.R. qu'il met à notre disposition en cas de torpillage de la part de certains éléments de la C.G.T. Nous aurons donc la chance dans divers cas d'être des rescapés.

Mais l'expérience du passé nous permettra d'éviter certaines maladroites que nous avons commises et qui donneront comme résultat : expulsion de la C.G.T.

Je tiens tout de suite à répondre à certaines critiques que Besnard a apportées au sujet de l'attitude de la C.G.T. concernant le Front Populaire. Tout d'abord, il a signalé que la C.G.T. acceptait d'incorporer dans ses revendications le plan de cet organisme. Ceci est totalement faux. Besnard ne lit pas le Peuple, sinon, il aurait constaté la réponse de la C.G.T. à ce sujet par la plume de militants comme Léon Jouhaux, Bélin et d'autres camarades qui ont été clairs que ce serait une déviation syndicale que d'abandonner le plan de la C.G.T. pour reprendre un plan d'organisation extérieur à notre mouvement tel celui du Front Populaire, qui ne peut avoir la prétention de représenter le monde du travail, et Jouhaux est trop imprégné de l'esprit syndicaliste pour accepter un pareil marché de dupe. Ce serait mettre en danger l'indépendance du mouvement syndical face aux partis politiques.

Il nous est reproché d'avoir accepté la collaboration au Front Populaire ; mais, camarades, avez-vous vécu les événements du 6 février, comme je les ai vécus, de 8 heures du soir à 3 heures du matin, je suis resté parmi les hommes fascistes, de l'Opéra à la Concorde, voulant me rendre compte de la situation, et j'ai bien cru en cette soirée, que nous allions être écrasés par les forces de la droite, et croyez bien que si le 7 février devant le peu de réaction de la classe ouvrière, les fascistes étaient venus à la Bourse du Travail ou au siège des organisations syndicales, et devant le peu d'énergie des éléments syndicalistes, ils auraient pu se rendre maître de nos centres ouvriers en peu de temps.

Ne sentez-vous pas quelle victoire morale, ils auraient eue si pareille chose s'était réalisée. C'était le sauve-qui-peut dans nos milieux ouvriers.

Il fallait à tout prix barrer la route à la réaction déchaînée et toutes les forces de gauche étaient nécessaires pour cette besogne.

Vous nous reprochez à nous d'avoir opté pour cette tactique de sauvegarde et pourtant un homme que nous admirons et vénérons tous, un de ces vieux luteurs de toujours, un de ceux qui

ont honoré par son courage, sa probité, son activité et sa culture le mouvement anarchiste, Errico Malatesta, n'a-t-il pas dit au début de la montée du fascisme en Italie : « Un bout de chemin avec tous ceux qui sont partisans d'un peu plus de liberté ».

A-t-il démerité pour cela de l'idée qu'il propagait depuis plus de 50 ans ?

Si c'est la notre erreur, nous en sommes fiers, car cette erreur nous a permis de sauver le prolétariat de notre pays, de la botte fasciste, et nous avons compris, en cette circonstance, la pensée de notre vieil ami Malatesta.

D'autre part, nous attendons le Front Populaire à l'œuvre pour le jour où il sera au pouvoir, et nous saurons défendre contre lui aussi s'il est nécessaire, l'intérêt du monde du travail, qui ne peut avoir rien de commun avec l'intérêt général dans une société basée sur l'exploitation capitaliste.

Excusez-moi, camarades de m'être écarté du sujet, mais j'ai tenu à répondre aux arguments principaux de Besnard sur cette question d'actualité : Le Front Populaire.

Vous avez devant vous un camarade qui a fait trois fois la scission : j'ai quitté la C.G.T. d'abord syndicaliste, puis mon organisation, ou moi je me trouvais emprisonné à la prison du Havre, à cette époque, et je fus, de ce fait, adhérent à la C.G.T.U. Puis après les tristes événements du 11 janvier 1924 où deux de nos amis Poncet et Clos trouvèrent la mort, ce fut une deuxième scission. Dans les premiers jours qui suivirent cet attentat, je fus un des premiers à lancer immédiatement l'idée d'une troisième C.G.T.

Les anarchistes, les syndicalistes étaient sous l'impression de cet attentat, et il y avait à ce moment là une foule de facteurs qui étaient favorables à la constitution d'un troisième organisme syndicaliste, et si tous les anarchistes et syndicalistes avaient compris la psychologie du moment, nous étions capables de constituer un mouvement syndicaliste fédéraliste puissant.

Et vois-tu Lemellour, je regrette qu'à ce moment-là, toi, Lecoq et tant d'autres, vous n'ayez pas compris. Tu es venu à la C.G.T.S.R. trop tard. Aujourd'hui elle n'est plus qu'une marionnette.

Que d'erreurs nous avons pu commettre et nous avons le droit d'en tenir compte pour l'avenir.

Toutefois Besnard, ainsi que moi et bien d'autres, avant la grève de 1920, nous avons servi d'instruments à la 3^e Internationale. Nous avons eu des accords avec Monmousseau, Semard, Midol, etc. pour constituer la C.G.T.U. Nous avons cru en leur esprit syndicaliste, et nous avons donné dans leurs vues, et lorsque nous nous sommes ressaisis, il était trop tard. Nous avions participé à la constitution de la 2^e C.G.T. qui devait, par la suite, leur servir de moyen d'accord avec Monmousseau.

Plus tard, dans la C.G.T.S.R., nous n'avons pas compris que nous perdions tout contact avec les ouvriers. Nous étions trop loin du peuple qui ne nous suivait plus, et au lieu d'aller à ce peuple, nous nous en sommes éloignés. Alors ce fut l'effacement des effectifs de notre organisme syndical.

Au S. U. B. de Paris, en 1925, nous étions 6.000 adhérents. En 1932 lorsque je l'ai quitté, nous étions 200 adhérents. Aux monteurs électriciens, de 300 cotisants en 1925, nous étions en 1932 au nombre de 3. Ce n'était plus du syndicalisme, mais des aspirations de l'ensemble du prolétariat, mais un syndicalisme de secte. J'ai compris que nous avions fait fausse route et que dans ces conditions c'était perdre du temps que de vouloir prêcher des convertis. On ne comprendrait pas un commerçant qui ayant fait faillite en se servant d'une certaine méthode commerciale, recommencerait une nouvelle affaire basée sur les anciens principes cause de sa faillite.

Albert Cane.

(Lire la suite dans le prochain numéro.)

Réunions et Conférences

Comité d'action contre les deux ans

(J. A. — J. G. L. — U. S. P. F.)

Jeudi 27 février, à 20 heures 30

Salle Georges, 40, rue de Belleville

REUNION PUBLIQUE

Contre les deux ans

Contre le renforcement du militarisme

Orateurs : Ringeas, Ridel, Laisant.

—

GRUPE DE MONTREUIL

Jeudi 27 février à 20 h. 30, salle Barbusse,

11, rue de l'Eglise.

Conférence par Henri Lucien sur : le Front

Populaire.

—

GRUPE

DE MONTROUGE-MALAKOFF-VANVES

ET CHATILLON

AMIS DE LA « P. H. » ET LA L.I.A.P.S.

Jeudi 27 février à 21 heures précises

GRANDE REUNION

PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

Salle Aymard-Place Jarousse, à Vanves.

CONTRE LA GUERRE QUI VIENT

Orateurs : Palorni, de la « P. H. » ; Montreuil,

de la L.I.A.P.S. ; Berger du groupe anarchiste

de la Banlieue Sud, et un camarade des Jeunes

Socialistes.

—

ABONNEMENTS

AU « LIBERTAIRE »

FRANCE

52 Nos 22 fr.

26 Nos 11 fr.

13 Nos 5 fr. 50

—

ETRANGER

52 Nos 30 fr.

26 Nos 15 fr.

13 Nos 7 fr. 50

—

Chèque Postal : N. Faucier, Paris 506.03,

29, rue Piat, Paris (20^e).

Communications Diverses

A.I.T., C.G.T.S.R. — Dimanche 23 février à 14 h. 30, grande matinée artistique, salle Albouy, 87, rue Albouy, Paris (10^e), organisée avec le concours du Syndicat général des artistes des Concerts Parisiens.

Programme : Gernard, la vedette des Concerts Parisiens ; René Lefort, le ténor parisien ; Cadex de l'Europe ; René Chanéix ; Darras, de l'Alhambra ; René Paul ; Noël Vergès ; Stanisky ; Milbeo, des P.T.T. ; Mme Raymond Guérin, de l'Opéra de Nice ; Max Brégy, du Petit Casino ; Mlle Colette Valières, diseuse satirique.

—

PETITE CORRESPONDANCE

Acheterai tous livres, documents, journaux, collections complètes ou numéros dépareillés, concernant l'anarchisme, socialisme et communisme. Faire offres à Frémont, au « Libéraire ».

LA VOIX DE PROVINCE

LYON

LES FLICS AU BRASSARD ROUGE

A la suite de l'attentat commis contre Léon Blum, la 5^e Section du Parti socialiste avait organisé, le 16 février, une grande fête populaire, à l'issue de laquelle prirent la parole Favier, Spinasse et divers autres orateurs. Nous ne dirons rien sur leurs interventions, sinon qu'ils débiteront avec beaucoup d'éloquence leurs discours passe-partout habituels. Mais, ce qui nous a profondément écoeuvrés, c'est la brutalité du service d'ordre. Un jeune camarade du Front social, coupable d'avoir crié : « A bas Herriot ! », fut violemment expulsé, ainsi qu'un militant de la C.G.T.S.R. qui prenait sa défense. Puis ces flics d'un nouveau genre frappèrent un vieillard de 60 ans, pour une interruption. Qu'ils prennent garde, la prochaine fois les anarchistes viendront en nombre suffisant, avec ce qu'il faut, et tant pis pour eux s'ils y laissent des plumes, car nous ne tolérerons jamais d'être brimés par ceux qui n'osent pas rendre coup pour coup aux fascistes.

MARSEILLE

DIMANCHE 1^{er} MARS

à 9 h. 45, matinée, salle des Dominicaines, 50, rue des Dominicaines, René Frémont de l'U.A. traitera le sujet : Le Front populaire peut-il nous sauver.

La publicité par affiche étant réduite, les camarades sont priés de faire auprès des sympathisants et amis une bonne propagande en faveur de cette conférence.

Entrée libre.

PERIGUEUX

CONFERENCE FREMONT

Les chefs du front populaire ont sans doute protesté auprès des pouvoirs publics à seule fin qu'à deux jours de notre conférence, on nous refuse la salle du théâtre Municipal. Les affiches étant posées, il nous faut choisir la salle de la mairie, malgré sa petitesse. Les chefs du front populaire nous donnent là un avant goût de leur futur gouvernement, lorsque nous aurons un Bouthonnier, maire ; un Toulza, commissaire ; Bayol, 1^{er} adjoint ; Roque et Delcay, nous comme garde-champêtre, sans oublier le même Laxaud pour vider les pots de chambre. Les anarchos et tous ceux qui ne pensent pas comme eux pourront prendre garde à leurs abâtis.

Malgré le sabotage de dernière heure, une bonne centaine de camarades étaient venus entendre la parole anarchiste.

Le camarade Gernard ouvre la séance, après quelques mots, disant que la réunion est publique et contradictoire, que chacun pourra apporter son point de vue. Frémont prend la parole, pendant près de 2 heures, dans un exposé clair et équilibré, montrant que le front populaire, dans la présentation de leur programme du pain, la liberté, la paix.

Pour la première revendication « du pain », Frémont nous exposa la crise profonde du capitalisme, le capitalisme étant frappé à mort, rien plus ne pouvant le sauver, et que précisément les chefs du front populaire, par leur programme et leur plan donneraient des possibilités aux capitalistes de continuer sous une forme nouvelle leurs méthodes d'exploitation et de profit.

En ce qui concerne la « Liberté », il suffit de connaître le passé des chefs du front populaire, les Daadier, les Herriot et toute la Sainte Equipe pour être certain que la pensée et les écrits des révolutionnaires sans aucune compromission avec la haute finance seraient étouffés au nom même de cette soi-disant liberté républicaine.

Comme Albert de Mun qui s'écriait dans un discours fameux : « Nous vous réclamons la Liberté au nom de vos principes mais nous vous la refusons au nom des nôtres ». Les chefs du front populaire ont la même mentalité.

Notre camarade aborda le 3^e point de son exposé la « Paix », il nous démontra que la nouvelle politique russe était une cause de guerre, et que le front populaire avec la complicité des chefs du parti communiste, nous entraînerait dans une hécatombe plus terrible que 14-18.

Pour plaire aux matamores du gouvernement russe, les communistes sont partisans de l'armée bourgeoise grâce à laquelle, par des traités et des alliances secrètes, le populisme international servira pour alimenter des nouveaux champs de bataille et remplir les coffres-forts des marchands de canon.

En conclusion, notre ami Frémont, dit que devant le danger imminent, le peuple ouvrier devait se dresser contre cette nouvelle politique criminelle en organisant, pour lutter en faveur de notre idéal le communisme libertaire.

Gernard fit appeler à la contradiction, aucun des chefs du front populaire n'avait répondu à l'appel paru dans la presse, il est facile pour eux de faire dans des réunions électoraux de la démagogie et du tam-tam avec des grands tenors, mais pour venir discuter devant le peuple, leur politique de confusion, ils préfèrent s'abstenir et envoyer un rigolo pleurant dans le gilet du conférencier qui soi-disant n'avait qu'atténué le parti communiste. Après que notre rigolo se fut déclaré d'accord avec nous, l'intervalle comique prit fin.

Notre camarade Lacombe, présent, s'affirma courageusement d'accord avec l'exposé de Frémont, quoique se déclarant communiste non orthodoxe, mais partisan de la dictature du prolétariat sous une forme provisoire, il fut lussager énergiquement les responsables du parti communiste en particulier et les chefs du front populaire en général.

Amicablement, Frémont répondit à Lacombe sur la dictature du prolétariat et cita Lénine, que trop souvent les orthodoxes oublient volontairement.

Toute dictature émane d'une classe et cette classe toujours au nom de la raison d'Etat, le provisoire devient définitif.

Gernard dit quelques mots et termina cette bonne soirée en chantant « leur dernière valse » de notre ami Louis Loréal, une des premières victimes du ministre de la Justice, le Périgourdin Yvon Debos, un des chefs du front populaire.

Gernard.

TOULON-LA-SEYNE

COMITE DE DEFENSE SOCIALE

Nous rappelons à tous les camarades de Toulon, de la Seyne et du Var que le dimanche 23 février aura lieu à Toulon une fête pour le droit d'asile, au bénéfice des camarades étrangers, avec la participation de nombreux et dévoués artistes, à la Salle « Art et Charité », caserne des Arcades, à 14 h. 30.

JEUNESSE LIBRE

Nous rappelons également que ce même jour à 9 heures du matin aura lieu à notre siège, 14, rue Nicolas-Laugier (2^e étage), une assemblée très importante des camarades de Toulon, de la Seyne et du Var.

Le Secrétaire.

Le Gérant Georges GIRARDIN.

Centrale du Croissant (St Nila)

19, rue du Croissant, Paris-20

La Vie de l'U.A.

AUX GROUPES ET CAMARADES

Nous rappelons que le Congrès de l'Union Anarchiste se tiendra à Pâques, les dimanche 12 et lundi 13 avril, à Paris.

Voici l'ordre du jour proposé par la Commission administrative :

I. Rapport moral et financier.
II. Le « Libéraire » et les œuvres de l'U.A.
III. Agitation et propagande : a) lutte contre le fascisme ; b) lutte contre la guerre ; c) le Front populaire ; d) la campagne antiparlementaire ; e) la lutte contre la répression et la solidarité.
IV. L'Unité syndicale et les anarchistes.
V. Renouveau du Bureau et de la C.A.
VI. Questions diverses.

Nous rappelons également qu'il est indispensable à la bonne préparation de ce Congrès et au regroupement anarchiste, qui se tiennent préalablement des Congrès régionaux qui auront à déterminer la ligne de conduite de notre Mouvement. La Commission administrative.

Groupe 5-13^e. — Les camarades sont informés qu'une réunion sur le sujet : « La faillite du front populaire » aura lieu le jeudi 27 février, rue Broca, 22.

Groupe du 14^e. — Lundi, réunion à 20 h. 45, salle Pignier, 5, boulevard Brune. Présence indispensable. La trésorerie demande aux retardataires le paiement annuel de 6 francs à l'U.A.

Le Groupe du 13^e en vote de réorganisation, fait appel, après sa réunion du 13 courant, à tous les camarades de l'arrondissement ou limitrophes, adhérents à l'U. A. ou sympathisants pour assister à la prochaine réunion qui aura lieu le jeudi 27 février à 21 heures, salle Mercadier, square Chagnaud, 10. Nous envisageons, en liaison avec tous les groupes y adhérent, la propagation du programme de l'U. A. dans la classe ouvrière.

Groupe du 19^e et 20^e arr. — Le Groupe se réunit tous les vendredis, à 20 h. 30, au local du « Libéraire », 29, rue Piat. Les lecteurs du « Libéraire » et sympathisants sont cordialement invités.

Banlieue Est. — Groupe de Montreuil. Permanence les 2^e et 4^e jeudis de chaque mois, à 20 h. 30, ainsi que tous les dimanches matin, de 10 h. à midi, salle de la Coopé, 11, rue de l'Eglise, Montreuil.

Jeudi 27 février à 20 h. 30, conférence par Henri Lucien sur Le Front Populaire. Tous les copains sont priés d'être présents.

Banlieue nord. — Réunion dimanche matin, 23 février, à 10 heures précises, au bistrot habituel. L'ordre du jour étant très important, présence indispensable de tous les camarades.

Pour tous renseignements complémentaires,